

**FIDA****FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE****Conseil d'administration – Soixante-quinzième session**

Rome, 22-23 avril 2002

RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT**Ressources disponibles pour engagement**

1. Les annexes I et II ont pour objet de renseigner le Conseil d'administration sur les ressources engageables au titre du Programme ordinaire du FIDA au 31 décembre 2001.
2. Il apparaît à l'annexe I que les ressources nettes disponibles pour engagement étaient égales à zéro au 31 décembre 2001.
3. L'annexe II donne l'état détaillé au 31 décembre 2001 des contributions d'États membres spécifiquement exclues des ressources engageables.
4. L'annexe III détaille les montants des prêts et des dons soumis à la présente session du Conseil d'administration, qui s'élèvent à approximativement 96,2 millions de DTS. Aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2001, ces prêts et ces dons se chiffrent à quelque 121,0 millions de USD.
5. L'annexe IV présente les ressources engagées au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) et leur utilisation en 2001. Il fait également apparaître les rentrées nettes attendues jusqu'au 31 mars 2002.
6. Étant donné que les ressources disponibles pour engagement au 31 mars 2002 risquent de ne pas être suffisantes pour couvrir le montant prévu des prêts et des dons qui doivent être approuvés à la présente session du Conseil d'administration, on compte recourir au pouvoir d'engagement anticipé, conformément aux dispositions du paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV du Conseil des gouverneurs et comme recommandé au paragraphe 13 ci-après.

Pouvoir d'engagement anticipé

7. À sa vingtième session tenue en février 1997, le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA dont le principal objet est de compenser au moment de l'approbation de prêts et de dons les déficits de ressources engageables qui peuvent apparaître au cours d'une année du fait de retards dans le versement des contributions, de la volatilité du produit des placements et/ou de retard dans les paiements et remboursements au titre de prêts octroyés par le Fonds.
8. En vertu de la résolution 119/XXIV relative à la cinquième reconstitution des ressources adoptée le 31 juillet 2000, le PEA a été prorogé d'un an à compter de la fin de la période de la



cinquième reconstitution, c'est-à-dire jusqu'au 19 février 2005. Il appartient au Conseil d'administration d'établir le niveau cumulatif des ressources disponibles au titre du PEA.

9. Le document EB 2001/72/R.14 soumis au Conseil d'administration à sa soixante-douzième session indiquait que les ressources disponibles pour engagement se chiffraient au 31 mars 2001 à 15,0 millions de USD tandis que les propositions de prêts et de dons soumises pour approbation représentaient environ 84,6 millions de USD. Afin de pouvoir approuver tous les prêts et dons proposés, le Conseil d'administration a autorisé le recours au PEA à hauteur de 70,0 millions de USD. C'était la première fois depuis la création du FIDA que le recours au PEA était approuvé. Le montant intégral des ressources utilisées (69,6 millions de USD) a été couvert par les entrées nettes au cours de la période avril-juin 2001.

10. Le document EB 2001/73/R.7 soumis au Conseil d'administration à sa soixante-treizième session indiquait que les ressources disponibles pour engagement se chiffraient au 31 août 2001 à 29,6 millions de USD alors que les propositions de prêts et de dons soumises pour approbation représentaient environ 129,7 millions de USD. Afin de pouvoir approuver tous les prêts et dons proposés, le Conseil d'administration a autorisé le recours au PEA à hauteur de 100,1 millions de USD. Le montant intégral des ressources utilisées a été couvert par les entrées nettes au cours de la période septembre-décembre 2001.

11. Le document EB 2001/74/R.5/Add.1 soumis au Conseil d'administration à sa soixante-quatorzième session indiquait que les ressources disponibles pour engagement au 30 novembre 2001 étaient égales à zéro alors que les propositions de prêts et de dons soumises pour approbation représentaient environ 205,8 millions de USD. Afin de pouvoir approuver tous les prêts et dons proposés, le Conseil d'administration a autorisé le recours au PEA à hauteur de 205,8 millions de USD.

12. Ainsi qu'il ressort de l'annexe IV, les ressources disponibles pour engagement au 31 décembre 2001 ne permettent de couvrir que partiellement le montant approuvé au titre du PEA (52,1 millions de USD sur 205,8 millions de USD autorisés). Il sera communiqué aux États membres, à la soixante-quatorzième session, une mise à jour du présent document indiquant le niveau estimatif du recours au PEA nécessaire pour approuver le programme de travail proposé, sur la base d'un calcul des ressources établi à une date précédant de peu la session du Conseil d'administration. Les chiffres figurant dans la recommandation seront actualisés en conséquence.

Recommandation

13. Compte tenu de l'état des ressources au 31 décembre 2001, le Conseil d'administration est invité à approuver le recours au PEA, comme suit:

“Le Conseil d'administration, conformément au paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV adoptée par le Conseil des gouverneurs, constatant un déficit de ressources actuellement estimé à 121,0 millions de USD, du fait que les ressources engageables sont égales à zéro, et que les prêts et dons soumis pour approbation se montent à 121,0 millions de USD, approuve le recours au PEA à hauteur de 121,0 millions de USD et autorise en conséquence le Président à conclure les accords correspondant aux prêts et aux dons approuvés par le Conseil d'administration à sa soixante-quinzième session en avril 2002. En outre, le Conseil d'administration prie le Président de lui faire rapport à sa prochaine session et aux sessions suivantes sur le recours au PEA et sur les ressources disponibles pour engagement.”

ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT
au 31 décembre 2001
(en milliers de USD)

Avoirs en monnaies librement convertibles		
Espèces	71 702	
Placements	1 884 305	
Billets à ordre – États membres	374 099	
Autres sommes à recevoir	<u>49 818</u>	<u>2 379 924</u>
À déduire		
Sommes à payer et obligations échues		115 227
Réserve générale		95 000
Prêts entrés en vigueur non décaissés	1 607 782	
Prêts approuvés, signés mais non encore entrés en vigueur	225 772	
Dons non décaissés	<u>49 919</u>	1 883 473
Tirages sur des billets à ordre au titre des contributions initiales qui n'ont pas encore été réglés	43 075	
Tirages sur des billets à ordre au titre de la première reconstitution qui n'ont pas été réglés	41 370	
Tirages sur des billets à ordre au titre de la deuxième reconstitution qui n'ont pas été réglés	5 002	
Tirages sur des billets à ordre au titre de la troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés	20 795	
Billets à ordre d'États membres au titre de la première phase du PSA qui n'ont pas encore été mis en recouvrement	<u>10</u>	<u>110 252</u>
		<u>2 203 952</u>
Ressources disponibles pour engagement		175 972
À déduire		
Prêts non encore signés		314 811
Dons non encore signés		<u>14 852</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement avant recours au PEA		<u>(153 691)</u>
PEA approuvé au 72^e Conseil d'administration		69 600
PEA approuvé au 73^e Conseil d'administration		100 133
PEA approuvé au 74^e Conseil d'administration		<u>205 800</u>
		375 533
À déduire:		
Recours au PEA annulé pendant l'année		<u>(221 842)</u>
PEA à reporter		<u>153 691</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement		<u>0</u>

**RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT AU TITRE DU
 PROGRAMME ORDINAIRE DU FIDA
 AU 31 DÉCEMBRE 2001**

Montants spécifiquement exclus
 (en milliers de USD)

FIDA

**Tirages sur des billets à ordre au titre des
contributions initiales qui n'ont pas été réglés**

Iran	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	
		43 075

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
première reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Iraq	31 099	
Qatar	<u>10 271</u>	
		41 370

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
deuxième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Qatar	5 000	
Mauritanie	<u>2</u>	
		5 002

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Corée, R.P.D.	600	
Jamahiriya arabe libyenne	16 000	
Mauritanie	25	
Nigéria	<u>4 170</u>	
		20 795

**Programme spécial pour les pays de
l'Afrique subsaharienne touchés par la
sécheresse et la désertification**

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
première phase qui n'ont pas été réglés**

Mauritanie		<u>10</u>
------------	--	-----------

Total des montants spécifiquement exclus

110 252

ANNEXE III

**PRÊTS ET DONS APPROUVÉS À LA SOIXANTE-QUINZIÈME SESSION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION**

PRÊTS PROPOSÉS			
Pays	Nom du projet	USD	Équivalent en DTS ^a
Cameroun	Projet d'appui au développement communautaire	11 590 000	9 222 347
Égypte	Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest	18 450 000	14 680 958
Érythrée	Projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka	10 000 000	7 957 159
Haïti	Programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural	21 700 000	17 267 034
Inde	Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa	20 000 000	15 914 317
Laos	Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai	13 410 000	10 670 550
Mongolie	Programme de réduction de la pauvreté rurale	15 100 000	12 015 310
Total partiel		110 250 000	87 727 674
DONS PROPOSÉS			
Institution	Nom		
CIAT	Développement agricole intégré des hautes terres	1 450 000	1 153 788
FAO	Programme relatif aux études des ressources marines et de l'environnement dans la mer Rouge	1 000 000	795 716
FAO	Mise en place d'un réseau de savoirs intéressant le monde rural en Afrique orientale et australe	1 000 000	795 716
FIDAMERICA	Réseau international de méthodologie de recherche sur les systèmes d'exploitation agricole	900 000	716 144
ICARDA	Renforcement de la sécurité alimentaire dans la région de la vallée du Nil et de la mer Rouge: Mise au point et diffusion de technologies destinées à la production durable de céréales et de légumineuses vivrières d'hiver	1 200 000	954 859
IDRC	Mise en réseau électronique de projets ruraux en Asie et dans le Pacifique (ENRAP) – Phase II – Mise en réseau des connaissances pour le développement rural en Asie	1 500 000	1 193 574
IFDC	Élaboration et mise en service d'un système d'information et d'aide à la décision pour la production céréalière en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord: Amélioration de l'efficacité des intrants agricoles et réduction des risques de production	1 500 000	1 193 574
PROMER	Programme régional technique	900 000	716 144
CLD	Don au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	1 250 000	994 645
Total partiel		11 700 000	8 514 160
Total		120 950 000	96 241 834

^a Calculé au taux de conversion USD/DTS du 31 décembre 2001, soit 1,25673.

ENGAGEMENTS ET UTILISATION DE RESSOURCES AU TITRE DU POUVOIR D'ENGAGEMENT ANTICIPÉ

Tableau 1	
Millions de USD	
Ressources	
Ressources nettes disponibles au 31 décembre 2001	0
Entrées nettes de fonds attendues en janvier/mars 2002 (voir tableau 3 ci-dessous)	89,0
Entrées de fonds utilisées pour couvrir le recours au PEA	(89,0)
Total au 31 mars	0
Prêts et dons proposés (soixante-quinzième session du Conseil d'administration)	(121,0)
Total partiel	
Déficit de ressources	(121,0)
Recours prévisionnel au PEA ^a	121,0
Solde	0

Tableau 2				
Millions de USD				
PEA	EB 72	EB 73	EB 74	EB 75
Solde en début de période	0	0	16,9	153,7
Montant demandé/approuvé	69,6	100,1	205,8	121,0 ^a
Total PEA	69,6	100,1	222,7	274,7
PEA - montant couvert	(69,6)	(83,2)	(69,0)	(89,0)
PEA à reporter	0	16,9	153,7	185,7

Tableau 3	
Mouvements et mouvements attendus janvier-mars 2002	
Millions de USD	
Ressources au 31 décembre 2001	0
Remboursement de prêts	45,0
Contributions des membres	29,0
Produit des placements ^b	22,0
Annulations de prêts et de dons	13,0
Dépenses administratives, Programme de transformation stratégique et assurance-maladie après la cessation de service MFDP	(13,0)
	(7,0)
Rentrées nettes de fonds attendues en janvier/mars 2002	89,0
Rentrées de fonds utilisées pour couvrir le recours au PEA	(89,0)
Total partiel	0
Engagements au titre de prêts et dons (EB 75)	(121,0)
Montant prévisionnel à demander au titre du PEA	121,0
Ressources disponibles prévues au 31 mars 2002	0

^a Le montant demandé au titre du PEA se fonde sur la situation au 31 mars 2002 (à actualiser)

^b Le produit des placements fluctue en fonction des conditions économiques et du marché. Le montant de 22 millions de USD a été établi avec prudence sur la base d'un taux de rentabilité potentiel de 4,5%, avec 72% de probabilité que ce taux soit atteint voire dépassé compte tenu de la composition actuelle du portefeuille de placements.